



Commission économique pour l'Europe

**Organisation mondiale de la Santé
Bureau régional pour l'Europe**

Réunion des Parties au Protocole sur l'eau
et la santé à la Convention de 1992 sur
la protection et l'utilisation des cours d'eau
transfrontières et des lacs internationaux

Sixième session

Genève, 16-18 novembre 2022

Rapport de la Réunion des Parties sur sa sixième session

Additif

Programme de travail pour 2023-2025

I. Contexte et principaux objectifs

1. L'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé demeure une priorité dans la région paneuropéenne, puisqu'il y va des droits de l'homme et de la dignité humaine, de la durabilité ainsi que du développement social. Au cours des dernières décennies, des progrès importants ont été accomplis en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable, l'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats ainsi que la bonne gestion des ressources en eau dans la région. Toutefois, la fourniture des services essentiels d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène demeure insuffisante, et la région continue de connaître des épisodes de maladies liées à l'eau, ce qui nuit à la santé, au bien-être et à la productivité des personnes et des collectivités. Si l'on souhaite combler les lacunes existantes, il faut poursuivre et renforcer l'action menée et, en parallèle, accélérer les efforts visant à fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement gérés de façon sûre dans toute la région, l'objectif étant de protéger la santé humaine et l'environnement. Garantir un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, à un coût abordable et dans tous les contextes, suppose de fournir ces services dans des lieux tels que les écoles, les établissements de santé, les lieux de travail et les lieux publics, et de répondre aux besoins particuliers des groupes vulnérables et marginalisés.

2. On s'attend à ce que des facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation, la pollution, la perte de biodiversité et les changements climatiques aient d'importantes répercussions sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau douce et compliquent encore l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Les conséquences des changements climatiques, comme la fluctuation de la qualité de l'eau, les pénuries d'eau, les inondations et l'élévation du niveau de la mer, ainsi que les incidences sociales, économiques et environnementales de ces changements, préoccupent l'ensemble de la région et constituent une priorité de premier ordre qui requiert l'attention des décideurs,



des scientifiques et des spécialistes du domaine. En outre, d'autres risques et sources d'inquiétude se font jour : l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont acquis une importance accrue dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et influencent, avec la gestion des eaux usées, la dispersion dans l'environnement et la transmission de la résistance aux antimicrobiens, et les ressources en eau douce sont menacées. Ces nouveaux défis ne pourront être relevés sans une action transversale associant différentes parties prenantes des nombreux secteurs concernés, notamment la santé, l'environnement et l'eau.

3. Il importe que les pouvoirs publics donnent une impulsion et œuvrent en partenariat pour permettre d'assurer progressivement l'accès universel, équitable et sûr à l'eau et à des services d'assainissement et d'hygiène, dans tous les contextes, conformément à l'objectif de développement durable n° 6 du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Protocole sur l'eau et la santé à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) est un instrument juridique efficace qui peut être utilisé aux fins de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6 dans la région paneuropéenne.

4. L'objectif général du programme de travail pour 2023-2025 du Protocole est d'aider les Parties à en appliquer et à en respecter les dispositions, et les autres États à y adhérer. Les activités prévues visent à combler les lacunes persistantes et à relever les nouveaux défis dans la région paneuropéenne ainsi qu'à aider les pays à réaliser leurs priorités nationales dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé. Le programme de travail concorde par ailleurs avec les engagements pris dans ces domaines à l'échelle mondiale et régionale, notamment le Programme 2030, les résultats attendus de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 (New York, 22-24 mars 2023), la Déclaration de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé (Ostrava, Tchéquie, 13-15 juin 2017) (Déclaration d'Ostrava)¹, les engagements mondiaux en matière d'environnement et les engagements mondiaux en matière de santé tels que figurant dans les résolutions de l'Assemblée mondiale de la Santé (voir la sous-section C ci-dessous pour plus d'informations).

A. Le Protocole, un outil au service du redressement après la pandémie de COVID-19 et pour la prévention des épidémies futures et la lutte contre elles

5. La pandémie de COVID-19 a fait ressortir la place essentielle des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, qui constituent le premier rempart contre la propagation des maladies infectieuses. Il est primordial d'investir dans ces services aux fins d'une relance forte et verte après la pandémie. On n'a rien à perdre à appliquer une telle stratégie, mais tout à gagner sur les plans de la santé, des droits de l'homme et de la croissance économique inclusive.

6. Dans sa résolution 73.1 sur la lutte contre la COVID-19, l'Assemblée mondiale de la Santé souligne l'importance centrale des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène et engage les pays « à prendre des mesures pour favoriser l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi que la prévention et le contrôle des infections, en veillant à ce qu'une attention adéquate soit accordée à la promotion des mesures d'hygiène personnelle dans tous les contextes, y compris les contextes humanitaires, et en particulier dans les établissements de santé ». Dans le cadre de l'initiative « Hygiène des mains pour tous » (2020), menée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les pays sont invités à établir des feuilles de route détaillées rattachées aux plans nationaux de préparation et d'intervention relatifs à la pandémie de COVID-19, et à faire en sorte que l'hygiène des mains dans les espaces publics, les établissements de santé, les écoles et les lieux de travail demeure un principe sanitaire fondamental après la pandémie.

¹ EURO/Ostrava2017/6.

7. Étant donné qu'il repose sur la définition d'objectifs et l'application du principe de responsabilité, le Protocole sur l'eau et la santé apporte une contribution importante à la reconstruction en mieux et en plus juste tournée vers l'avenir à l'issue de la pandémie. Il peut favoriser un redressement qui renforce la résilience mondiale après la COVID-19, en plaçant l'accès aux services essentiels, notamment l'accès sûr, universel et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans tous les contextes, sur le devant de la scène. Les objectifs du Protocole et les priorités définies dans le programme de travail contribuent clairement à renforcer les mesures nationales et locales de gestion des urgences et des pandémies liées aux maladies infectieuses ainsi que les capacités de prévention et de préparation y relatives.

8. Le programme de travail pour 2023-2025 vise à aider les pays à définir ou à réviser leurs objectifs et plans d'action nationaux, compte tenu des enseignements tirés de la lutte contre la pandémie et du relèvement. Les domaines d'activité thématiques favorisent la mise en application de conseils et de recommandations techniques fondés sur des données factuelles concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène et destinés à prévenir la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses, à s'y préparer et à y faire face, ainsi que l'adoption de mesures visant à remédier aux inégalités, à promouvoir un redressement qui profite à tous après la pandémie et à renforcer, à l'avenir, la résilience face aux pandémies et aux chocs, qui touchent de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables et marginalisées.

9. Le Protocole demeure un cadre paneuropéen utile à la mise en commun des moyens d'action et des bonnes pratiques visant à : a) améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que l'hygiène des mains dans les milieux et institutions d'importance stratégique eu égard à la COVID-19 ; b) lutter contre les inégalités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, toujours dans le contexte de la COVID-19, en établissant un état de référence de la situation et en renforçant la base de connaissances destinée à éclairer la prise de décisions par les pouvoirs publics sur les grandes orientations comme sur les interventions techniques. Ce cadre favorise la solidarité entre les pays, cruciale pendant et après une pandémie.

B. Le Protocole, un outil pour le renforcement de la résilience face aux changements climatiques

10. Les changements climatiques et les menaces qu'ils représentent constituent un enjeu inédit du XXI^e siècle. Ces menaces sont à la fois liées à des phénomènes extrêmes (chocs climatiques) et à des variations plus lentes (stress climatique). Les changements climatiques entraînent une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes extrêmes, tels que les inondations, les sécheresses, les incendies de forêt et les ondes de tempête, ainsi que des modifications à plus long terme en ce qui concerne les températures moyennes, les régimes de précipitations et l'élévation du niveau des mers. L'incidence de ces changements sur les services et les comportements liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et sur les ressources en eau est multiforme et peut elle-même se répercuter sur la santé publique et l'environnement en aggravant les maladies liées à l'eau et la dégradation de l'environnement.

11. Les changements climatiques ont un large éventail de répercussions, telles que les dommages aux infrastructures d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées, la dégradation des bassins versants et de la qualité de l'eau de source, le déversement de déchets d'origine humaine dans l'environnement, la réduction de la disponibilité de l'eau et la contamination des réserves d'eau ou encore la modification des besoins de consommation destinée à maintenir l'hydratation. Privée de certains services, la population se tournera vers des solutions d'approvisionnement en eau n'offrant aucune garantie de salubrité ou sera incapable de maintenir une bonne hygiène. Les modifications de la qualité et de la quantité de l'eau de source augmenteront l'exposition aux agents pathogènes et aux produits chimiques nocifs et réduiront la fiabilité de l'alimentation en eau. En raison de l'endommagement des systèmes d'assainissement, la population sera davantage exposée aux agents pathogènes dans l'environnement.

12. Les mesures visant à aider les collectivités locales, les sociétés et les économies à s'adapter aux changements climatiques et à renforcer leur résilience face à des menaces mal connues et en évolution sont essentielles à la protection de la santé, du bien-être et de l'environnement. Les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, qui constituent l'un des piliers fondamentaux de la santé publique, et la protection des ressources en eau sont des éléments indispensables à la formulation de stratégies de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ces changements. Les installations et services d'approvisionnement en eau et d'assainissement étant eux-mêmes fortement menacés par les effets des changements climatiques, il faut s'efforcer de réduire leur vulnérabilité et d'améliorer leur capacité d'adaptation.

13. Le Protocole sur l'eau et la santé offre un cadre clair pour l'action climatique dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé. Il vise à aider les décideurs à intégrer l'adaptation aux effets des changements climatiques dans la politique et la planification stratégique en matière d'eau et d'assainissement et, dans le même temps, à aider les prestataires des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à gérer efficacement les risques climatiques. Le programme de travail pour 2023-2025 suit une approche intégrée et traite des mesures de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ces changements dans tous les domaines d'activité thématiques. Globalement, les activités ont pour but de renforcer la capacité d'adaptation des pays et des collectivités locales et consistent, pour ce faire, à encourager la définition d'objectifs tenant compte du climat (au titre de l'article 6), à renforcer la résilience des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux autres risques climatiques, à appuyer l'adoption de stratégies de planification de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement climatorésilientes, à favoriser l'utilisation sans risque des eaux usées et à établir des systèmes de surveillance et d'intervention relatifs aux maladies liées à l'eau déclenchées par les changements climatiques (au titre de l'article 8).

C. Le Protocole, un mécanisme de mise en application des engagements mondiaux et régionaux

14. Les objectifs, principes et méthodes du Protocole concordent, sur le plan stratégique, avec les principaux cadres mondiaux et régionaux, ce qui produit un effet de synergie.

15. Le Protocole encourage l'accélération des efforts visant à garantir un accès universel et équitable à l'eau potable et aux services d'assainissement, dans tous les contextes, et la réalisation progressive des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, reconnus pour la première fois par le Conseil des droits de l'homme en 2010 dans sa résolution [15/9](#) sur les droits de l'homme et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

16. Le Programme 2030, dans lequel il est vivement préconisé, au titre des objectifs de développement durable n° 3 et 6 et de plusieurs autres objectifs, d'agir dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé, continue d'imprimer un élan important en vue du renforcement continu du rôle du Protocole. Le Protocole donne accès à une plateforme régionale intergouvernementale, favorise une approche saine de la gouvernance, permet de bénéficier d'une mine de connaissances et de données d'expérience et offre des outils pratiques permettant de traduire l'ambition qui sous-tend les objectifs évoqués en mesures nationales concrètes. S'il met particulièrement l'accent sur les objectifs 3 et 6, le Protocole, tout comme le programme de travail pour 2023-2025, appuie également la réalisation d'autres objectifs et cibles, l'eau et l'assainissement étant des questions transversales (voir fig. 1 ci-après).

Figure 1
Synergies entre les objectifs de développement durable et le programme de travail au titre du Protocole pour 2023-2025

Amélioration de la gouvernance en matière d'eau et de santé	1 PAIX DE PROSPERITE	3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE	4 EDUCATION DE QUALITE	5 EGALITE ENTRE LES SEXES	6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT	9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE	11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	13 MESURES RELATIVES A LA CLIMATISERIE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
Prévention des maladies liées à l'eau et réduction de leur incidence		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE			6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT			13 MESURES RELATIVES A LA CLIMATISERIE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
Eau, assainissement et hygiène en milieu institutionnel et dans les lieux publics		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE	4 EDUCATION DE QUALITE	5 EGALITE ENTRE LES SEXES	6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT		11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES				
Petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement	1 PAIX DE PROSPERITE	3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE			6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT			13 MESURES RELATIVES A LA CLIMATISERIE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
Gestion sûre des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE			6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT		11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	13 MESURES RELATIVES A LA CLIMATISERIE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
Accès équitable à l'eau et à l'assainissement		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE	4 EDUCATION DE QUALITE	5 EGALITE ENTRE LES SEXES	6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT		11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES				
Amélioration de la climatorésilience		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE			6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT		11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES	13 MESURES RELATIVES A LA CLIMATISERIE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
Amélioration de la connaissance du Protocole et facilitation de l'adhésion		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE			6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT						17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
Procédure d'examen du respect des dispositions		3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE			6 L'EAU PROPRE ET L'ASSAINISSEMENT					16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	

Source : D'après *Protocole sur l'eau et la santé et Programme 2030 : Guide pour une mise en œuvre commune*, fig. 2, p. 6 (Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.II.E.15).

17. Les pays peuvent tirer parti de la concordance entre les instruments en appliquant le Protocole en même temps qu'ils poursuivent les objectifs de développement durable, grâce aux orientations ciblées conçues pour les y aider (voir *Protocole sur l'eau et la santé et Programme 2030 : Guide pour une mise en œuvre commune*)². Le Protocole constitue un moyen privilégié de renforcer les capacités nationales et de promouvoir l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques afin d'appuyer la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène et à la santé.

18. Le programme de travail facilitera également la traduction d'autres initiatives et cadres directeurs mondiaux importants en mesures nationales et régionales en ce qu'il :

- a) Favorise l'application de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ;
- b) Favorise également l'application du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) ;
- c) Contribue à la réalisation du plan du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun »³ ;
- d) Contribue également aux travaux menés dans le cadre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028) proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/222⁴ et aux activités connexes organisées au niveau régional ;

² Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.II.E.15.

³ Disponible à l'adresse <https://www.un.org/fr/content/common-agenda-report/>.

⁴ A/RES/71/222.

e) Contribue à l'application du Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6, qui relève de la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, lancée par le Secrétaire général et prenant fin en 2030⁵ ;

f) Favorise l'application du Règlement sanitaire international⁶, notamment en renforçant les capacités nationales de base en matière de surveillance, d'intervention et de communication ;

g) Intensifie l'action menée en réponse à l'appel qu'avait lancé le Secrétaire général afin que des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène soient fournis à tous les établissements de santé d'ici à 2030⁷ et comme suite à la résolution 72.7 sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de santé⁸, par laquelle l'Assemblée mondiale de la Santé avait souligné qu'il était fondamental de disposer de services fiables en la matière dans l'optique de la couverture sanitaire universelle et de la réalisation des objectifs de développement durable n° 3 et 6 ;

h) Étend l'application de la résolution 73.1 de l'Assemblée mondiale de la Santé sur la lutte contre la COVID-19, en particulier s'agissant de renforcer les systèmes de santé nationaux afin qu'ils puissent faire face à la pandémie et maintenir une offre fiable pour l'ensemble des autres fonctions essentielles de santé publique, y compris la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène ;

i) Fait progresser l'application régionale de la *Stratégie mondiale de l'OMS dans le domaine de la santé, de l'environnement et des changements climatiques*, qui a pour sous-titre « La transformation nécessaire pour améliorer durablement la vie et le bien-être grâce à des environnements sains »⁹ ;

j) Va dans le sens de l'initiative « Hygiène des mains pour tous » visant à faire en sorte que toutes les collectivités et tous les milieux institutionnels disposent des ressources nécessaires à l'hygiène des mains et soient en mesure d'en faire une habitude.

19. Les objectifs et les dispositions du Protocole concordent également avec les engagements régionaux existants en matière d'eau, d'assainissement, d'hygiène et de santé et appuieront, sur le plan stratégique, la réalisation des objectifs prioritaires régionaux qui seront fixés par les pays. Le programme de travail pour 2023-2025 contribuera à donner suite :

a) Aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration d'Ostrava, dont les signataires ont réaffirmé que l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé constituaient un domaine d'action prioritaire dans la région paneuropéenne ;

b) À la déclaration ministérielle issue de la huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » (Batumi (Géorgie), 8-10 juin 2016)¹⁰ ;

c) Au *Programme de travail européen 2020-2025 intitulé « Une unité d'action pour une meilleure santé »*¹¹, en particulier à sa priorité fondamentale 3, à savoir la promotion de la santé et du bien-être, axée sur la fourniture des services essentiels d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène ;

⁵ Le programme de travail favorise essentiellement les facteurs d'accélération suivants : la gouvernance, les données et informations, les finances et le renforcement des capacités.

⁶ Disponible à l'adresse <https://www.who.int/fr/publications-detail/9789241580496>.

⁷ Nations Unies, « Secretary-General's remarks at Launch of International Decade for Action 'Water for Sustainable Development' 2018-2028 » (Remarques du Secrétaire général lors du lancement de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)) [telles que prononcées], New York, 22 mars 2018. Disponibles à l'adresse <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2018-03-22/secretary-generals-remarks-launch-international-decade-action-water#:~:text=I%20look%20forward%20to%20implementing,Thank%20you>.

⁸ Résolution 72.7 de l'Assemblée mondiale de la Santé, disponible à l'adresse https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA72/A72_R7_fr.pdf.

⁹ Organisation mondiale de la Santé (OMS) (s. l., 2020).

¹⁰ Disponible à l'adresse <https://unece.org/DAM/env/documents/2016/ece/ece.batumi.conf.2016.2.add.1.f.pdf>.

¹¹ Bureau régional de l'OMS pour l'Europe (Copenhague, 2021).

d) À la Déclaration d'Islande, intitulée « Garantir un approvisionnement en eau salubre et un assainissement résilients au climat (2018) »¹², notamment à l'engagement à ratifier le Protocole ou à y adhérer pris par les pays membres de l'Initiative des petits États de l'OMS ;

e) À la directive révisée de l'Union européenne sur l'eau potable¹³, qui impose aux États membres de l'Union européenne d'améliorer ou de préserver l'accès de tous à l'eau, en particulier des groupes vulnérables et marginalisés, et de suivre une approche fondée sur les risques pour la fourniture des services d'approvisionnement en eau potable, ainsi qu'à la Directive-cadre européenne sur l'eau¹⁴.

D. Structure du programme de travail

20. Le programme de travail traduit les priorités, les besoins et les domaines d'intérêt commun des pays de la région paneuropéenne. Les activités qui y sont répertoriées s'articulent autour de neuf domaines d'activité, dont sept domaines techniques sur l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé, un domaine d'activité sur la communication visant à mieux faire connaître le Protocole et à faciliter l'adhésion et un domaine d'activité sur les travaux du Comité d'examen du respect des dispositions. Ces domaines d'activité contribuent à la réalisation de cinq objectifs distincts du Protocole qui, à leur tour, contribuent à la réalisation de l'objectif général de cet instrument (voir fig. 2 ci-après).

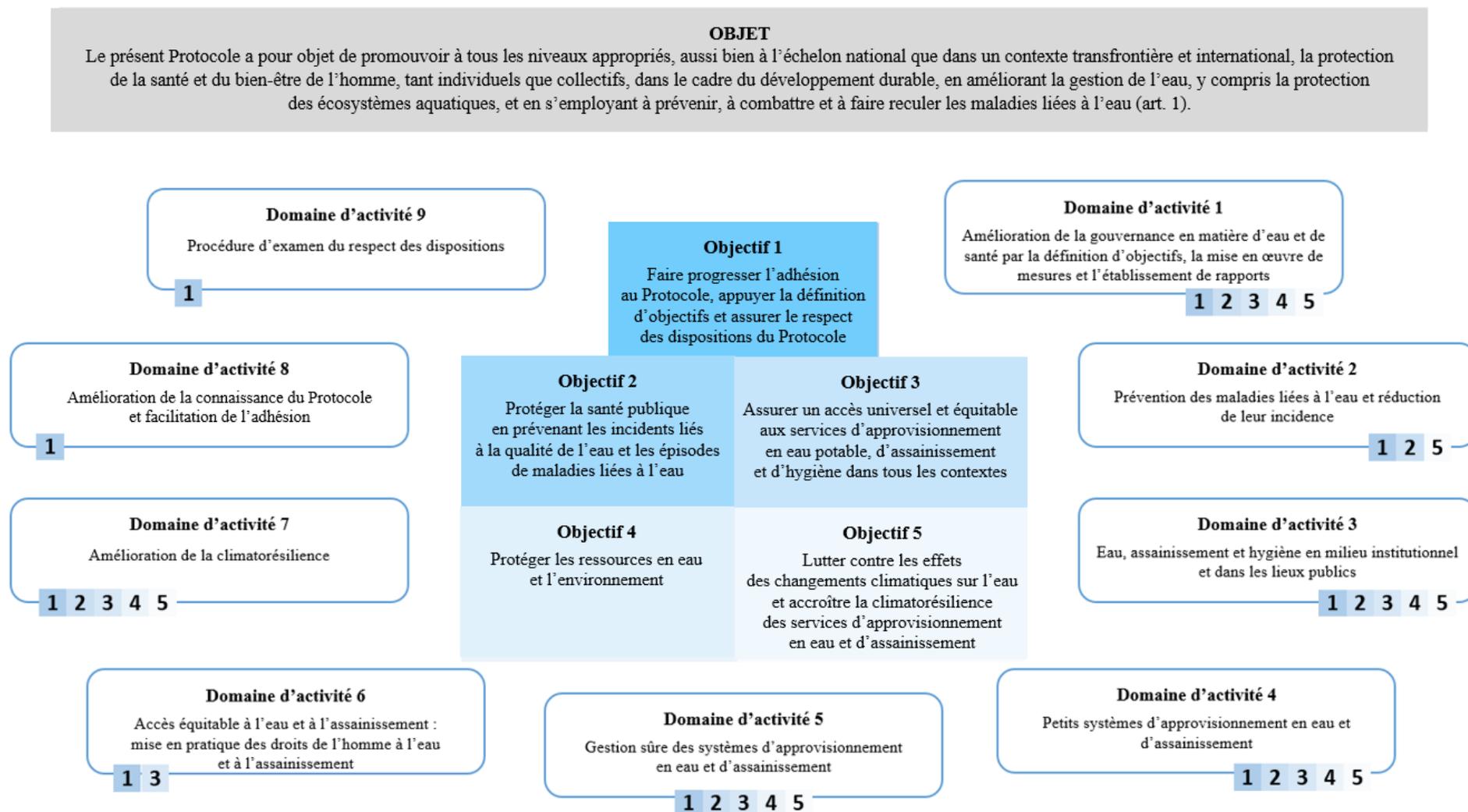
21. La prise en compte des questions de genre et des aspects connexes dans les domaines de travail techniques concernés est encouragée.

¹² Disponible à l'adresse <https://www.who.int/spain/publications/m/item/the-iceland-statement.-ensuring-safe-and-climate-resilient-water-and-sanitation>.

¹³ Directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte), *Journal officiel de l'Union européenne*, L 435 (2020), p. 1 à 62.

¹⁴ Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, *Journal officiel des communautés européennes*, L 327 (2000), p. 1 à 73.

Figure 2
Structure et logique du programme de travail



II. Organes chargés d'exécuter le programme de travail

22. La Réunion des Parties est l'organe directeur suprême du Protocole ; elle tient une session tous les trois ans et exerce les fonctions spécifiées à l'article 16 du Protocole.

23. Comme le dispose le paragraphe 4 de l'article 20 du règlement intérieur de la Réunion des Parties¹⁵, le Bureau de la Réunion des Parties exerce les fonctions suivantes :

a) Il prend des dispositions pour affiner le programme de travail, l'adapter à l'évolution de la situation et éviter le double emploi avec les activités liées à l'eau et à la santé menées par d'autres organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales ;

b) Il prend des initiatives pour renforcer l'application du Protocole ; il assure la liaison avec les bureaux des organes directeurs d'autres conventions relatives à l'environnement, notamment de la Convention sur l'eau, et avec les organisations internationales, les institutions financières, les organes de décision dans le domaine de l'environnement et de la santé et les organisations non gouvernementales pour favoriser l'application du Protocole, et prend d'autres mesures appropriées pour faciliter l'exécution du programme de travail ;

c) Il s'acquitte des autres tâches que lui confie la Réunion des Parties.

24. Le Groupe de travail de l'eau et de la santé est un organe subsidiaire de la Réunion des Parties chargé de l'exécution du programme de travail. Il exerce les fonctions suivantes, telles que spécifiées dans son mandat ([ECE/MP.WH/2/Add.2-EUR/06/5069385/1/Add.2](#)) :

a) Il prépare les réunions des Parties ;

b) Il supervise et dirige les activités des organes subsidiaires créés par la Réunion des Parties et toutes les autres activités menées au titre du programme de travail ;

c) Il maintient à l'étude la question de la nécessité de modifier le Protocole et établit des propositions à cette fin pour la Réunion des Parties ;

d) Il adresse à la Réunion des Parties les propositions et recommandations qu'il juge nécessaires pour atteindre les objectifs du Protocole ;

e) Il accomplit toutes les autres tâches qui lui sont confiées par la Réunion des Parties.

25. Entre les sessions ordinaires de la Réunion des Parties, le Groupe de travail donne des orientations sur l'exécution du programme de travail et peut conseiller la Réunion des Parties sur l'actualisation du programme et l'adaptation de celui-ci à l'évolution de la situation.

26. Conformément à l'article 15 du Protocole et à la décision I/2 sur l'examen du respect des dispositions du Protocole ([ECE/MP.WH/2/Add.3-EUR/06/5069385/1/Add.3](#)), le Comité d'examen du respect des dispositions exerce les fonctions suivantes :

a) Il examine toute demande qui lui est soumise, toute question qui lui est renvoyée ou toute communication qui lui est adressée concernant des problèmes particuliers relevant du respect des dispositions ;

b) Il établit, à la demande de la Réunion des Parties, un rapport sur le respect ou l'application de telle ou telle disposition du Protocole ;

c) Il contrôle, évalue et facilite l'application et le respect des dispositions relatives à la présentation de rapports au titre de l'article 7 du Protocole.

27. Le Comité peut également examiner des questions liées au respect des dispositions, formuler des recommandations ou prendre des mesures, selon les besoins.

¹⁵ [ECE/MP.WH/2/Add.1-EUR/06/5069385/1/Add.1](#).

28. L'Équipe spéciale de la définition d'objectifs et de l'établissement de rapports a été créée à la première session de la Réunion des Parties au Protocole (Genève, 17-19 janvier 2007) en tant qu'organe à composition non limitée¹⁶. Ses activités font partie intégrante de la plupart des programmes de travail au titre du Protocole, étant donné qu'elle est chargée de faciliter et d'appuyer l'application des articles 6 et 7, et vise en outre à traduire les engagements mondiaux et régionaux en objectifs et mesures nationaux et à faciliter le suivi des progrès¹⁷.

29. Outre les organes susmentionnés, des groupes d'experts ont été créés ou convoqués pour appuyer l'exécution du programme de travail. Ces groupes sont généralement saisis de questions thématiques prioritaires en rapport avec le programme de travail et peuvent se réunir régulièrement (pour plus d'informations, voir les domaines d'activité correspondants dans la section IV ci-dessous).

30. Le secrétariat conjoint de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe prête généralement son concours aux organes directeurs et aux organes de travail du Protocole et fournit un appui technique et organisationnel pour la réalisation des activités prévues dans le programme de travail, en fonction des ressources disponibles et conformément aux dispositions du mémorandum d'accord conclu entre la CEE et le Bureau régional de l'OMS¹⁸ (en application de l'article 17 du Protocole).

III. Partenariats, coopération et synergies

31. L'exécution efficace du programme de travail pour 2023-2025 nécessite des approches associant tous les pouvoirs publics et l'ensemble de la société et portant sur des secteurs autres que l'eau, l'environnement et la santé, tels que l'éducation, l'agriculture, les infrastructures, les finances et le développement urbain et rural. De la même façon, le succès du Protocole passe par la coopération stratégique avec une multitude de partenaires ayant des objectifs et des priorités communs, tels que les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, le secteur privé et le milieu universitaire. Le Protocole offre une solide plateforme de rassemblement pour la coopération permettant de mettre à profit dans l'exécution du programme de travail les avantages comparatifs des partenaires concernés ainsi que les synergies entre eux.

32. La contribution des jeunes et la participation équilibrée des femmes et des hommes aux travaux de la Réunion des Parties et des organes subsidiaires ainsi qu'à l'exécution du programme de travail sont vivement encouragées.

33. La liste ci-après, non exhaustive et non exclusive, comprend les partenaires qui ont une expérience avérée de la coopération au titre du Protocole ou qu'une telle coopération pourrait intéresser :

a) *Entités des Nations Unies* : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation internationale du Travail, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, UNICEF, Programme des Nations Unies pour les établissements humains, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, ONU-Eau, OMS, Organisation météorologique mondiale ;

b) *Autres organisations, organismes et entités intergouvernementaux* : Commission européenne, Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, Organisation de coopération et de développement économiques, Réseau nordique/balte concernant l'eau et la santé ;

¹⁶ ECE/MP.WH/2/Add.5-EUR/06/5069385/1/Add.5, par. 5 b) et 38.

¹⁷ La Réunion des Parties l'avait initialement nommée « Équipe spéciale de l'établissement d'indicateurs et de rapports » avant de la renommer à sa deuxième session (voir ECE/MP.WH/4-EUDHP1003944/4.2/1/06, par. 27 h)).

¹⁸ Disponible à l'adresse www.unece.org/env/water/pwh_text/text_protocol.html.

c) *Institutions financières internationales et partenaires de développement* : Agence allemande de coopération internationale, Banque européenne d'investissement, Agence japonaise de coopération internationale, Banque mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement ;

d) *Centres collaborateurs de l'OMS* : Centre collaborateur de l'OMS sur la qualité de l'eau et la santé, rattaché à l'Institut de recherche sur l'eau (KWR) (Pays-Bas) ; Centre collaborateur de l'OMS pour l'évaluation des risques liés aux agents pathogènes présents dans les aliments et l'eau, rattaché à l'Institut national de la santé publique et de l'environnement (Pays-Bas) ; Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche sur l'hygiène de l'eau potable, rattaché à l'Agence allemande de l'environnement ; Centre collaborateur de l'OMS pour la gestion des ressources en eau et la communication des risques aux fins de la promotion de la santé, rattaché à l'Université de Bonn (Allemagne) ; Centre collaborateur de l'OMS pour la sécurité sanitaire de l'eau de boisson, rattaché au Service d'inspection de l'eau potable (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; Centre collaborateur de l'OMS pour la protection de la qualité de l'eau et de la santé humaine, hébergé par l'Université de Surrey (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; Centre collaborateur de l'OMS pour l'assainissement et l'eau dans les pays en développement, rattaché à l'Institut fédéral des sciences et technologies de l'eau (Suisse) ;

e) *Organisations non gouvernementales et autres organisations nationales, régionales ou internationales* : Alliance pour l'adaptation mondiale de l'eau (AGWA), Aqua Publica Europea, Coalition européenne des jeunes pour l'environnement et la santé, Fédération européenne des associations nationales des fournisseurs d'eau potable et de services d'assainissement, Centre international de l'eau et de l'assainissement, Association internationale de l'eau, Association Assainissement et eau pour tous, WaterAid, Women Engage for a Common Future ;

f) *Secteur privé* : Fédération internationale des opérateurs privés du secteur de l'eau ;

g) *Milieu universitaire* : Université de Genève ;

h) Organes chargés de l'application et du respect des dispositions créés au titre d'autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement.

IV. Domaines de travail et activités

Domaine d'activité 1

Amélioration de la gouvernance en matière d'eau et de santé par la définition d'objectifs, la mise en œuvre de mesures et l'établissement de rapports

Organes responsables : Équipe spéciale de la définition d'objectifs et de l'établissement de rapports et secrétariat conjoint.

Parties chefs de file : Portugal, Roumanie et Suisse.

Objectifs : Renforcer l'application des dispositions fondamentales du Protocole concernant la définition des objectifs et l'établissement des rapports, énoncées aux articles 6 et 7, et appuyer les mesures prises dans ce sens à l'échelle nationale.

Activités

1. Définition d'objectifs et mise en œuvre de mesures

a) Organiser un maximum de deux réunions de l'Équipe spéciale de la définition d'objectifs et de l'établissement de rapports, principalement destinées à :

i) Examiner la réalisation des objectifs fixés par les Parties au Protocole et les autres États ainsi que leur impact à l'échelle nationale ;

- ii) Appuyer la fixation de nouveaux objectifs ou la révision des objectifs existants, conformément aux priorités thématiques émergentes et actuelles et en synergie avec les domaines d'activité 2 à 7, de façon à tirer parti des résultats du travail de fond. Une attention particulière sera accordée aux objectifs tenant compte de la COVID-19 et aux objectifs axés sur la prévention et la maîtrise d'autres maladies infectieuses, ainsi qu'aux objectifs tenant compte du climat, l'idée étant de contribuer à accélérer la réalisation du Programme 2030 ;
- iii) Examiner la question du financement nécessaire à la réalisation des objectifs ;
- b) Organiser un maximum de trois ateliers nationaux ou infrarégionaux à l'appui de la définition et de la réalisation des objectifs ;
- c) Élaborer une publication sur les aspects financiers et économiques de la définition et de la réalisation des objectifs.

2. Renforcement de la capacité à suivre les progrès et à établir des rapports

- a) Promouvoir, compte tenu de la publication intitulée *Protocole sur l'eau et la santé et Programme 2030 : Guide pour une mise en œuvre commune*, le renforcement des synergies avec les processus liés aux objectifs de développement durable concernés, notamment :
 - i) En encourageant les contributions dans le cadre des examens nationaux volontaires, ;
 - ii) En participant au Forum régional pour le développement durable dans la région de la CEE et, sur le plan mondial, au forum politique de haut niveau pour le développement durable ainsi qu'à la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2023) ;
 - iii) En resserrant les liens entre le système d'établissement de rapports relevant du Protocole et le cadre de suivi du Programme 2030 ;
 - b) Faciliter l'établissement de rapports par les Parties et les autres États, tel que prévu à l'article 7, et appuyer l'analyse des données à l'échelle régionale en mettant en ligne un système complet pour l'établissement et la communication des rapports au titre du Protocole correspondant au sixième cycle ;
 - c) Guider le secrétariat dans l'élaboration d'un rapport axé sur la communication des résultats et la présentation des progrès réalisés et des succès obtenus à l'échelle régionale, fondé sur les rapports récapitulatifs nationaux.

3. Amélioration de la gouvernance en matière d'eau et de santé au niveau national

- a) Aider les Parties et les autres États à fixer des objectifs, à établir des plans d'action et à mettre en œuvre des mesures permettant d'atteindre les objectifs fixés en fournissant, sur demande et sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires, un appui sur mesure dans le cadre de processus et de projets pertinents. Les activités qui seront menées sur le terrain à l'appui de l'application du Protocole s'inscriront dans le cadre :
 - i) Du programme « EU4Environment – Ressources en eau et données environnementales » pour le Partenariat oriental ;
 - ii) D'autres projets, dont celui intitulé « Améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé grâce à l'exécution du programme de travail relatif au Protocole sur l'eau et la santé », à l'intention de pays d'Asie centrale ; des projets, financés par le Compte de l'ONU pour le développement, intitulés « Appui fondé sur les interactions entre les aliments, l'eau et l'énergie et destiné au relèvement après la pandémie de COVID-19 en Europe de l'Est, dans les Balkans occidentaux, en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique » et « Accès équitable à des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène climatorésilients pour un relèvement inclusif après la pandémie de COVID-19 et le renforcement de la résilience face aux situations d'urgence » (titre provisoire) ; et, éventuellement, des projets d'appui à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement en Ukraine ;

- iii) Des accords biennaux de collaboration et des stratégies de coopération avec les pays conclus entre les ministères de la santé et le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.

Domaine d'activité 2

Prévention des maladies liées à l'eau et réduction de leur incidence

Parties chefs de file : Bélarus et Norvège.

Objectifs : Aider les Parties et les autres États à appliquer l'article 8 du Protocole et, pour ce faire, à :

- a) Renforcer les capacités nationales et locales en ce qui concerne l'amélioration, le maintien et l'entretien des systèmes de surveillance et d'alerte rapide relatifs aux maladies liées à l'eau, l'état de préparation et la planification des interventions d'urgence, et les mesures permettant de faire face aux épidémies et aux incidents liés à la qualité de l'eau ;
- b) Développer les capacités nationales en ce qui concerne la surveillance, fondée sur l'évaluation des risques, de l'approvisionnement en eau potable et de la qualité de cette eau ;
- c) Améliorer la surveillance environnementale du coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS-CoV-2) et d'autres agents pathogènes préoccupants dans les eaux usées, en tant que partie intégrante de la surveillance de la santé publique.

Les activités relevant du domaine d'activité 2 étayeront et favoriseront la fixation d'objectifs destinés à la prévention des maladies liées à l'eau et à la réduction de leur incidence, telle que prévue à l'article 6 du Protocole. Elles consolideront également l'application de l'article 12 du Protocole, relatif à l'action internationale commune et coordonnée, et appuieront ainsi l'application du Règlement sanitaire international de l'OMS, en particulier grâce au renforcement des capacités nationales essentielles de surveillance et d'intervention et à l'application de la résolution 73.1 de l'Assemblée mondiale de la Santé sur la lutte contre la COVID-19.

Les activités de ce domaine seront organisées en coordination avec les domaines 4 et 5.

Activités

1. Renforcement des capacités nationales de surveillance des maladies liées à l'eau et de gestion des épisodes de ces maladies

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

- a) Appuyer un maximum de trois activités infrarégionales ou nationales de renforcement des capacités en matière de surveillance des maladies liées à l'eau et de gestion des épisodes de ces maladies, à l'aide des orientations et des modules de formation élaborés au cours de l'exécution des programmes précédents. Ces activités porteront sur les principes essentiels de la surveillance des maladies liées à l'eau et de la gestion des épisodes de ces maladies ainsi que sur des questions précises, sur les problèmes communs et sur les mesures nécessaires au renforcement des capacités correspondantes. Elles pourront prendre la forme de sessions de formation individuelles ou faire l'objet d'une formation intégrée conjointement avec le sous-domaine 2.2, relatif à la surveillance de la qualité de l'eau potable, selon les besoins des pays ;
- b) Réaliser et publier un examen des données factuelles sur la prévention et la maîtrise de la légionellose dans la région paneuropéenne, qui comprendra des monographies sur l'étude de la maladie et les mesures à prendre en cas d'épisode ;
- c) Organiser un maximum de trois manifestations consacrées au renforcement des capacités au niveau national ou infrarégional, qui viseront à : i) favoriser la constitution de réseaux d'entraide et le partage de données d'expérience en matière de prévention et de maîtrise de la légionellose ; ii) faciliter la formulation d'objectifs de lutte contre la légionellose adaptés au contexte ; iii) mettre au point des procédures et des outils destinés à

la prévention et à la maîtrise de la légionellose dans les systèmes d'eau des bâtiments, compte tenu notamment des risques résultant de la fermeture temporaire des systèmes des bâtiments (par exemple, en raison de la COVID-19) ; iv) améliorer les systèmes de surveillance de la légionellose.

2. Renforcement des capacités nationales de surveillance de l'approvisionnement en eau potable et de la qualité de cette eau en fonction des risques

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Assurer la tenue d'un maximum de trois activités infrarégionales ou nationales de renforcement des capacités et de constitution de réseaux d'entraide visant à faciliter l'échange de données d'expérience nationales et à promouvoir les meilleures pratiques et l'adoption de méthodes de surveillance fondées sur l'évaluation des risques dans la réglementation et dans la pratique, en s'appuyant sur les orientations et les modules de formation élaborés au cours de l'exécution des programmes précédents. Ces activités seront organisées en coordination avec les domaines 4 et 5 et avec le sous-domaine 2.1, relatif à la surveillance des maladies liées à l'eau ;

b) Aider les pays qui en auront fait la demande à établir des normes et règlements nationaux sur la qualité de l'eau potable et à appliquer des méthodes de surveillance fondées sur l'évaluation des risques. Cette activité contribuera à l'application des *Directives de qualité de l'OMS pour l'eau de boisson (quatrième édition intégrant les premier et deuxième additifs)*¹⁹ et s'inscrit dans le droit fil d'autres cadres internationaux (tels que la directive de l'Union européenne sur l'eau potable).

3. Amélioration de la capacité de surveillance environnementale des eaux usées

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Organiser une réunion d'experts visant à la mise en commun des découvertes scientifiques ainsi que des meilleures pratiques adoptées et des difficultés et obstacles rencontrés par les pays dans le cadre de la surveillance environnementale du SARS-CoV-2 dans les eaux usées. Cette activité comprend également l'élaboration d'un document d'information sur la surveillance des eaux usées, en coordination avec le domaine 5 ;

b) Aider les pays qui en auront fait la demande à mettre au point des procédures ou des règlements aux fins de l'établissement de programmes de surveillance environnementale du SARS-CoV-2 et d'autres agents pathogènes (par exemple, pour les virus entériques, le poliovirus ou les organismes résistants aux antimicrobiens) dans les eaux usées des collectivités et des milieux vulnérables. Cette activité appuiera la prise de décisions de santé publique concernant la préparation aux situations d'urgence et les interventions. Elle sera organisée en coordination avec le domaine 5.

Domaine d'activité 3

Eau, assainissement et hygiène en milieu institutionnel et dans les lieux publics

Parties et pays chefs de file : Géorgie, Hongrie, Lituanie, Macédoine du Nord et République de Moldova.

Objectifs : Améliorer les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu institutionnel, particulièrement dans les écoles, les établissements de santé et les autres lieux prioritaires, y compris les lieux de travail et les lieux publics, en aidant les Parties et les autres États à :

a) Faire placer parmi les premières priorités la qualité des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène dans ces lieux, afin de l'améliorer et la surveiller ;

¹⁹ OMS (Genève, 2022).

b) Encourager une coopération efficace entre les secteurs de l'éducation et de la santé afin de favoriser l'obtention de meilleurs résultats sanitaires et scolaires ainsi que l'amélioration de la qualité des services de santé ;

c) Appuyer la traduction des engagements régionaux et mondiaux relatifs à ces lieux en objectifs et mesures nationaux tels que prévus à l'article 6 du Protocole ;

d) Encourager l'application des recommandations mondiales en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, notamment d'hygiène des mains, de façon à prévenir et à maîtriser la COVID-19 dans ces lieux.

Les travaux prévus au titre de ce domaine d'activité complètent l'action menée dans le cadre d'autres initiatives et programmes, par exemple les écoles attachées à la promotion de la santé et les écoles amies des enfants, les services de santé de qualité, les soins maternels et infantiles, l'initiative « Hygiène des mains pour tous » de l'OMS et de l'UNICEF, la prévention et la maîtrise des infections, la prévention et la maîtrise de la résistance aux antimicrobiens et les systèmes de santé écologiquement viables et résilients face aux changements climatiques. Le présent domaine d'activité contribuera à l'application des résolutions 72.7, relative à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les établissements de santé, et 73.1, relative à la lutte contre la COVID-19.

Les activités de ce domaine seront organisées en coordination avec les domaines 4 et 6.

Activités

1. Amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les établissements de santé

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Assurer la tenue d'un atelier régional et, en plus ou à la place, d'un ou de deux ateliers infrarégionaux, l'objectif étant de diffuser des orientations et des recommandations scientifiquement fondées ainsi que des données régionales sur l'état de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les établissements de santé, et aussi de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques nationales afin d'encourager les pays à se fixer des objectifs et à adopter des mesures visant à améliorer les conditions relevées dans ces établissements, ce qui favorisera la qualité des soins ainsi que la prévention et la maîtrise des maladies infectieuses, y compris de la COVID-19 ;

b) Aider un maximum de deux pays qui en auront fait la demande à réaliser une évaluation nationale des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé afin d'établir un état de référence complet et d'éclairer la définition d'objectifs et la planification de l'action à mener. On s'attachera notamment à examiner les règlements et les normes nationaux, à évaluer la situation dans des établissements de types et de niveaux différents et à répertorier les obstacles et les besoins prioritaires ;

c) Aider un maximum de deux pays qui en auront fait la demande à renforcer la gestion, le suivi et la surveillance des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé, y compris au moyen de l'*Outil d'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les établissements de santé (WASH FIT)*²⁰ de l'OMS, ainsi que par la mise au point de définitions et d'indicateurs nationaux visant à relever le niveau de ces services.

2. Amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène en milieu scolaire

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Organiser un maximum de deux ateliers infrarégionaux visant à diffuser les données factuelles, les recommandations et les outils disponibles sur les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire, à promouvoir

²⁰ *WASH FIT : Guide pratique pour l'amélioration de la qualité des soins grâce à de meilleurs services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé*, 2^e éd. (Genève, OMS, 2022).

l'esprit d'initiative et la coopération entre les secteurs de l'éducation et de la santé, à faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et à encourager la fixation d'objectifs et la planification de l'action à mener concernant ces services en milieu scolaire, y compris l'adoption de mesures de prévention et de maîtrise de la COVID-19 axées sur les écoles ;

b) Compiler les meilleures pratiques liées à l'hygiène des mains, à l'hygiène menstruelle et à l'assainissement sur site dans les écoles de la région et réunir un groupe d'experts des différents pays chargé d'examiner les expériences nationales et les difficultés rencontrées. Ces activités seront organisées en coordination avec les domaines 4 et 6.

3. Intensification de l'action menée en faveur de l'hygiène des mains dans les institutions, les lieux publics et les lieux de travail

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Aider un maximum de deux pays qui en auront fait la demande à participer à l'initiative « Hygiène des mains pour tous » de l'OMS et de l'UNICEF et, dans ce cadre, à élaborer et à suivre une feuille de route ou stratégie nationale sur l'hygiène des mains, y compris dans les écoles, les établissements de santé, l'espace public et les lieux de travail. Cette activité sera étroitement liée au domaine 6 ;

b) Compiler les meilleures pratiques relatives aux stratégies, aux normes, au suivi, aux programmes de mise en application, au financement ainsi qu'aux méthodes et activités visant à modifier les comportements que les différents pays auront mis en place aux fins de la promotion et du maintien de l'hygiène des mains dans les lieux publics.

Domaine d'activité 4

Petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement

Parties chefs de file : Allemagne et Serbie.

Objectifs : Aider les Parties et les autres États à :

a) Rendre les pouvoirs publics plus attentifs aux petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ;

b) Favoriser l'adoption et l'application de méthodes fondées sur les bonnes pratiques dans la réglementation, la gestion et la surveillance des petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement à l'échelle tant nationale que locale ;

c) Encourager l'amélioration de l'accès à des services sûrs, durables et équitables d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les zones rurales, les petites villes et les zones périurbaines.

Les activités menées au titre de ce domaine étayeront et faciliteront en outre la prise en compte des petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la fixation d'objectifs au titre de l'article 6 du Protocole, y compris au niveau local. Des activités complémentaires sur le terrain aideront à améliorer la base de données factuelles sur les petits systèmes dans les pays et à mieux planifier et appliquer des mesures axées sur la sécurité sanitaire de l'eau et la salubrité de l'assainissement adaptées à ces systèmes.

Les activités de ce domaine seront organisées en coordination avec les domaines 2, 5 et 6.

Activités

1. Promotion d'un environnement favorable aux petits systèmes

On s'emploiera à organiser un maximum de trois manifestations infrarégionales ou nationales de renforcement des capacités destinées à promouvoir les bonnes pratiques et les outils mis au point au titre du Protocole, ainsi que les recommandations énoncées par l'OMS dans ses *Directives de qualité pour l'eau de boisson* et ses *Lignes directrices relatives à l'assainissement et à la santé*²¹, qui facilitent l'élaboration de feuilles de route, de stratégies,

²¹ OMS (Genève, 2018).

de règlements et de programmes nationaux, et visent à améliorer la situation pour les petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

2. Renforcement de l'adoption et de l'application d'approches axées sur une gestion sûre des petits systèmes

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Concevoir un outil ou des modèles applicables aux zones rurales pour la planification intégrée de la sécurité sanitaire de l'eau et de la salubrité de l'assainissement en vue de faciliter l'adoption d'une approche globale pour la gestion de la sécurité sanitaire de l'eau potable et de la salubrité de l'assainissement dans les petits systèmes ;

b) Concevoir également des supports de formation destinés à l'exécution de plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau, en mettant tout particulièrement l'accent sur les petits systèmes d'approvisionnement de la région paneuropéenne. On étudiera la possibilité de les placer sur des plateformes d'apprentissage en ligne de façon à atteindre plus facilement les opérateurs et les organismes de surveillance situés dans des zones reculées ;

c) Assurer la tenue d'un maximum de trois ateliers infrarégionaux ou nationaux visant à renforcer les capacités en vue de l'application des principes régissant les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et les plans de salubrité de l'assainissement ainsi que de méthodes intégrées pour les petits systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Cette activité sera organisée en coordination avec le domaine 5 ;

d) À la demande des pays et sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires, appuyer des projets de terrain sur l'amélioration de la planification, du fonctionnement et de la gestion des petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en mettant tout particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités et l'exécution de plans intégrés pour la gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et la salubrité de l'assainissement dans les zones rurales. Ces projets devraient créer un lien précieux entre les mesures prises au niveau national et leur mise en œuvre au niveau local, dont les Parties pourraient également s'inspirer pour se fixer des objectifs à atteindre à l'échelle infranationale.

3. Amélioration de la base de données factuelles et appui aux mesures portant sur les petits systèmes d'assainissement

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Réaliser une enquête à l'échelle de la région pour étudier la zone couverte par les petits systèmes d'assainissement (y compris les systèmes sur site), leur réglementation et leur statut ;

b) Élaborer une publication sur les bonnes pratiques en matière de réglementation, de gestion et de surveillance des petits systèmes d'assainissement, y compris des systèmes sur site, étayée par des études de cas provenant de toute la région paneuropéenne ;

c) Assurer la tenue d'un maximum de deux ateliers nationaux ou infrarégionaux visant à renforcer les capacités des parties prenantes concernant l'application des *Lignes directrices de l'OMS relatives à l'assainissement et à la santé*, en particulier pour les petits systèmes d'assainissement, y compris les systèmes sur site, et à favoriser la mise au point de règlements et de systèmes de surveillance appropriés.

Domaine d'activité 5 Gestion sûre des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement

Parties chefs de file : Bosnie-Herzégovine et Pays-Bas.

Objectifs : Aider les Parties et les autres États à assurer une gestion sûre et climatorésiliente des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en renforçant les capacités nationales relatives au développement des méthodes de gestion fondées sur l'évaluation des

risques. Les activités auront pour but d'aider les autorités de contrôle et les responsables de la gestion à adopter des méthodes et des outils permettant une gestion sûre des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En outre, elles encourageront la coopération et l'échange de données d'expérience. Ces activités cibleront également l'assainissement et la gestion des eaux usées, avec notamment un appui à l'établissement de stratégies et de règlements efficaces en la matière, ainsi que la gestion des nouveaux enjeux liés au traitement et à la réutilisation des eaux usées. Toutes les activités étayeront et favoriseront la définition d'objectifs tendant à une gestion sûre des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, telle que prévue par l'article 6 du Protocole.

Les activités de ce domaine seront organisées en coordination avec les domaines 2, 4 et 7.

Activités

1. Contribution à la gestion sûre et climatorésiliente des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Renforcer les capacités, à l'échelle nationale ou infrarégionale, au moyen d'un maximum de trois manifestations, portant sur des méthodes d'évaluation et de gestion des risques qui concernent aussi bien les pouvoirs publics que les acteurs de terrain, notamment pour l'élaboration et l'intégration de plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et de plans de gestion de la salubrité de l'assainissement, à partir des *Directives de qualité pour l'eau de boisson* et des *Lignes directrices relatives à l'assainissement et à la santé* de l'OMS, ainsi que des outils techniques d'appui, notamment ceux élaborés au titre du Protocole. Le renforcement des capacités et l'assistance serviront à encourager une plus large adoption de ces plans dans les stratégies et la législation nationales et à soutenir l'élaboration d'orientations nationales visant à généraliser à terme l'application de ces méthodes. Il s'agira notamment de renforcer les capacités liées aux bonnes pratiques en matière d'amélioration de la climatorésilience, à l'audit des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et aux méthodes de surveillance de la qualité de l'eau potable fondées sur l'évaluation des risques, en coordination avec les domaines d'activité 2, 4 et 7 ;

b) Renforcer les capacités au niveau régional ou infrarégional en organisant un maximum de deux manifestations sur l'évaluation quantitative des risques microbiens comme outil d'appui à la gestion de la sécurité sanitaire de l'eau. Cette activité comprendra l'utilisation d'outils techniques d'appui.

2. Renforcement de l'attention accordée à l'assainissement, à la réutilisation des eaux usées et à la qualité des eaux usées

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Fournir un appui à un maximum de deux pays qui en auront fait la demande aux fins de l'élaboration d'une stratégie d'assainissement visant à mettre en place des règlements efficaces, des mesures d'intervention technique viables et des solutions financières appropriées, à la lumière des recommandations formulées par l'OMS dans ses *Lignes directrices relatives à l'assainissement et à la santé* ainsi que des pistes découlant de la publication relative au Protocole intitulée *Delivering safe sanitation for all: Areas for action to improve the situation in the pan-European region* (Garantir l'accès de tous à des services d'assainissement sûrs : domaines dans lesquels agir pour améliorer la situation dans la région paneuropéenne), notamment compte tenu des risques pour la santé et l'environnement ainsi que des difficultés découlant de phénomènes mondiaux comme les changements climatiques, l'urbanisation, les migrations et les inégalités d'accès ;

b) Renforcer les capacités et améliorer les connaissances au niveau national ou infrarégional en organisant un maximum de deux manifestations consacrées à l'utilisation et à la réutilisation des eaux (usées) pour des applications adaptées. Il s'agira notamment de mettre en commun l'expertise technique et les connaissances sur les caractéristiques microbiologiques et chimiques des sources d'eau réutilisable associées à des applications et des techniques adaptées ;

c) Organiser un atelier régional visant à faire mieux connaître les défis émergents ou en recrudescence en matière de gestion des eaux usées, tels que la résistance aux antimicrobiens, le SARS-CoV-2, les micropolluants, les microplastiques et les résidus de médicaments, ainsi que les applications de surveillance de l'assainissement. Cette activité comprend également l'élaboration d'un document d'information sur la surveillance des eaux usées, en coordination avec le domaine 2.

Domaine d'activité 6

Accès équitable à l'eau et à l'assainissement : mise en pratique des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement

Pays chefs de file : France, Hongrie et Macédoine du Nord.

Objectifs : Les activités relevant de ce domaine faciliteront l'application des dispositions du Protocole (art. 5 1)) destinées à assurer à tous les membres de la population, en particulier aux personnes défavorisées ou socialement exclues, un accès équitable à l'eau et à l'assainissement. Elles encourageront également la réalisation progressive des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement dans la région paneuropéenne.

Ces activités aideront les pays à favoriser l'équité dans les processus d'élaboration de politiques relatives à la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et à rechercher et à appliquer des solutions permettant d'assurer un accès équitable aux services en question. Elles contribueront à étayer et à faire progresser la prise en compte des questions d'équité dans le cadre de l'élaboration des objectifs prévus à l'article 6 du Protocole et viendront compléter les activités qui seront menées au titre d'autres domaines. Par ailleurs, il sera primordial, aux fins des travaux relevant de ce domaine d'activité, d'encourager les décideurs politiques à prendre conscience des inégalités existant dans la région paneuropéenne, à l'occasion de manifestations régionales ou internationales. Compte tenu des révisions précédentes et en cours des directives de l'Union européenne pertinentes, la promotion des outils élaborés au titre du Protocole visera à contribuer au respect et à la mise en pratique des obligations correspondantes.

Les activités de ce domaine seront organisées en coordination avec les domaines 1, 3, 4 et 5.

Activités

1. Appui à l'évaluation de l'équité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Réviser et compléter *L'Outil d'évaluation concernant l'équité en matière d'accès : Un appui aux processus d'élaboration des politiques favorisant la réalisation du droit fondamental à l'eau et à l'assainissement*²² afin qu'il permette d'évaluer la capacité d'assurer la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le contexte de la COVID-19 et d'éventuelles autres situations d'urgence ;

b) Contribuer à un maximum de quatre auto-évaluations de l'équité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement dans des pays à l'aide de l'Outil.

2. Favoriser l'adoption et la mise en œuvre de mesures visant à assurer un accès équitable à l'eau et à l'assainissement

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Soutenir, dans deux pays au maximum, l'élaboration de plans d'action nationaux ou locaux ou de recommandations pour l'équité en matière d'accès, sur la base de la *Note d'orientation relative à l'élaboration de plans d'action visant à garantir un accès équitable à l'eau et à l'assainissement*²³. Cette activité favorise en outre la définition d'objectifs en matière d'équité au titre du Protocole ;

²² *L'Outil d'évaluation concernant l'équité en matière d'accès : Un appui aux processus d'élaboration des politiques favorisant la réalisation du droit fondamental à l'eau et à l'assainissement* (publication des Nations Unies, ECE/MP.WH/8).

²³ Publication des Nations Unies, ECE/MP.WH/15.

b) Organiser un maximum de deux réunions du Groupe d'experts de l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement pour faciliter la mise en commun des données d'expérience ;

c) Montrer que, pour être équitables, les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement doivent notamment être abordables ; il s'agira en particulier de diffuser la publication *Making water and sanitation affordable for all: Policy options and good practices to ensure the affordability of safe drinking water and sanitation services in the pan-European region*²⁴ (Vers des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement abordables pour tous : moyens d'action et bonnes pratiques visant à rendre les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement abordables dans la région paneuropéenne).

3. Améliorer les connaissances relatives à l'équité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement et encourager la recherche de synergies avec les processus, stratégies et instruments mondiaux et régionaux pertinents

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Encourager l'utilisation des outils sur l'équité en matière d'accès qui ont été créés au titre du Protocole, aux fins du respect et de la mise en pratique de la directive révisée de l'Union européenne sur l'eau potable. À cet égard, des activités ciblées de renforcement des capacités pourraient être organisées en coopération avec les institutions concernées de l'Union européenne et le Réseau européen des organismes de réglementation de l'eau potable (ENDWARE). Elles pourraient par exemple prendre la forme d'un atelier infrarégional visant à montrer aux États membres de l'Union européenne comment ils peuvent tirer parti des outils sur l'équité d'accès créés au titre du Protocole pour satisfaire à leurs nouvelles obligations en matière d'accès à l'eau ;

b) Encourager le renforcement des efforts axés sur l'équité en matière d'accès à l'assainissement, notamment dans le cadre de la révision en cours de la directive de l'Union européenne sur le traitement des eaux urbaines résiduaires²⁵. Cette activité sera organisée en coordination avec les activités relatives à la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu institutionnel, dans les lieux publics et dans les petits systèmes, relevant des domaines 3 et 4 ;

c) Aider les pouvoirs publics à prendre conscience des inégalités existantes à l'occasion de manifestations régionales et internationales, notamment en renforçant la collaboration avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement.

Domaine d'activité 7 Amélioration de la climatorésilience

Partie et pays chefs de file : Italie et Pays-Bas.

Objectifs : Les activités contribueront au renforcement de la résilience et de la préparation aux catastrophes liées à l'eau, aux phénomènes extrêmes et aux autres effets des changements climatiques aux niveaux de la définition des orientations stratégiques, de l'élaboration des politiques et de l'application pratique. Dans ce domaine d'activité, la priorité sera donnée aux actions de sensibilisation, à la collecte de données, à l'établissement d'orientations et au renforcement des capacités aux fins de la lutte contre les effets des changements climatiques sur les ressources en eau et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi qu'à la promotion de l'établissement de liens avec les travaux sur les changements climatiques menés à l'échelle mondiale et les documents de planification nationaux connexes.

Les activités de ce domaine seront organisées en coordination avec les domaines 2, 4 et 5.

²⁴ Publication des Nations Unies, ECE/MP.WH/20.

²⁵ Voir <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A31991L0271>.

Activités

Des travaux seront menés aux fins ci-après :

a) Organiser des manifestations aux niveaux régional et infrarégional concernant le renforcement de la résilience des secteurs de l'eau et de l'assainissement ainsi que des services correspondants face aux changements climatiques, notamment sous l'angle de l'état de préparation et des capacités d'intervention en cas de phénomènes extrêmes, au moyen d'une table ronde stratégique et d'ateliers consacrés à l'échange de données d'expérience et à la promotion des bonnes pratiques. L'un des ateliers sera organisé conjointement avec le secrétariat de la Convention sur l'eau. Les articulations avec d'autres secteurs et les avantages d'une action intersectorielle seront étudiés au cours de ces manifestations. L'activité sera organisée en coordination avec le domaine 5 ;

b) Compte tenu des résultats obtenus et des bonnes pratiques répertoriées et examinées au cours des manifestations prévues au point a) ci-dessus, élaborer des orientations ou un recueil de bonnes pratiques sur le renforcement de la résilience du secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi que des services correspondants et d'autres secteurs concernés face aux changements climatiques. Cette activité s'inspirera du document d'orientation sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement lors de phénomènes météorologiques extrêmes (*Guidance on Water Supply and Sanitation in Extreme Weather Events*)²⁶. Elle sera organisée en coordination avec les domaines 4 et 5 ;

c) Développer la capacité de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques relatives au renforcement de la climatorésilience du secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi que des services correspondants, notamment en ce qui concerne la planification de l'adaptation aux changements climatiques et les travaux sur les changements climatiques menés à l'échelle mondiale. Cette activité sera organisée en coordination avec les domaines 2, 4 et 5 ;

d) Analyser les liens existant entre les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation et les objectifs fixés au titre du Protocole et élaborer des recommandations sur la manière d'accroître ces liens ;

e) Mettre au point un document ou un outil sur le financement des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement climatorésilients, notamment en ce qui concerne la planification des investissements.

Domaine d'activité 8

Amélioration de la connaissance du Protocole et facilitation de l'adhésion

Organe responsable : Secrétariat conjoint, avec l'appui du Bureau et des points de contact nationaux.

Objectifs : Mieux faire connaître le Protocole dans la région paneuropéenne et aider les pays à obtenir des pouvoirs publics qu'ils s'engagent à adhérer au Protocole et prennent cette démarche à leur compte, notamment par la fourniture d'un appui à l'évaluation des obstacles, priorités et avantages correspondants ainsi que de conseils relatifs aux procédures d'adhésion.

Activités

a) Favoriser la communication à propos du Protocole et la promotion de celui-ci au moyen de différentes activités, telles que la mise à jour du site Web, l'établissement de contacts sur les médias sociaux, la participation aux grandes manifestations internationales et la production de supports promotionnels ;

b) Sur demande, organiser des ateliers nationaux ou infrarégionaux visant à encourager l'adhésion ;

²⁶ L. Sinisi et R. Aertgeerts, éd. (Copenhague, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2011).

c) Sur demande, prodiguer des conseils techniques et juridiques relatifs à l'adhésion, et élaborer une publication ciblée à cette fin, si nécessaire.

Domaine d'activité 9

Procédure d'examen du respect des dispositions

Organisme responsable : Comité d'examen du respect des dispositions.

Objectifs et travaux à mener : Le Comité mènera les activités décrites dans la décision I/2 de la Réunion des Parties sur l'examen du respect des dispositions du Protocole et s'attachera à suivre et à faciliter l'application et le respect de ces dispositions. En outre, il prêtera son concours aux Parties en application du Processus de consultation, conformément au cadre de référence y afférent, qu'il a modifié à sa dixième réunion (Genève, 25 novembre 2014)²⁷.

Activités

- a) Réunions du Comité d'examen du respect des dispositions (cinq réunions) ;
- b) Processus de consultation (deux consultations au maximum) ;
- c) Communication visant à mieux faire connaître la procédure d'examen du respect des dispositions et les aspects juridiques du Protocole.

V. Aperçu des ressources nécessaires

A. Budget ordinaire

1. Budget ordinaire de l'ONU

34. La CEE continuera de contribuer à l'exécution du programme de travail au titre du Protocole au moyen des ressources inscrites au budget ordinaire. Les dépenses comprennent les coûts afférents aux réunions au titre du Protocole tenues au Palais des Nations sur la période de trois ans (salles de réunion et services d'interprétation, environ 200 000 dollars), à l'édition et à la traduction des documents officiels (environ 200 000 dollars) et à la production de publications (environ 212 000 dollars)²⁸. Toutefois, certains services tels que la mise à disposition des installations nécessaires à la tenue de réunions selon des modalités hybrides devront être financés par des ressources extrabudgétaires à compter de 2023. Les dépenses correspondantes figurent dans le tableau ci-dessous.

35. Dans le cadre de ses efforts destinés à fournir davantage de ressources provenant du budget ordinaire, qui font suite à la demande formulée par la Réunion des Parties au Protocole à sa cinquième session (Belgrade, 19-21 novembre 2019), la CEE créera un nouveau poste de cosecrétaire du Protocole (50 %) et de la Convention sur l'eau (50 %), financé par le budget ordinaire (il s'agira en fait de la réaffectation d'un poste existant, issue d'une réorganisation interne). Le montant correspondant sera d'environ 349 000 dollars pour les trois ans. Grâce à ce poste, la CEE participera davantage à la direction des travaux relatifs au Protocole. Malgré l'augmentation susmentionnée, les ressources du budget ordinaire ne permettront tout de même pas à la CEE d'assurer comme il se doit le secrétariat du Protocole. Pour y parvenir, elle aura besoin de 1,25 équivalent plein temps d'un poste de classe P-3 et d'un équivalent plein temps d'un poste de classe P-2 financés par des ressources extrabudgétaires ainsi que de 0,8 équivalent plein temps d'un poste de classe G-5 pour la période 2023-2025 (voir le tableau ci-dessous).

²⁷ [ECE/MP.WH/C.1/2014/2-EUDCE/1408105/1.10/2014/CC/06](#), par. 15 et annexe.

²⁸ Estimations fondées sur les coûts standard 2022 des Nations Unies pour les espaces, services et documents de conférence, et pour les services de publication.

2. Budget de l'Organisation mondiale de la Santé

36. L'aperçu des ressources nécessaires pour 2023-2025 répertorie les dépenses de personnel de l'OMS jugées nécessaires à l'exercice des fonctions de secrétariat des organes directeurs du Protocole ainsi qu'à la réalisation des activités prévues dans le programme de travail pour 2023-2025. La dotation annuelle correspondante est estimée à 40 % de l'équivalent plein temps d'un poste de classe P-5, 60 % de l'équivalent plein temps d'un poste de classe P-4, 30 % de l'équivalent plein temps d'un poste de classe P-2 et 30 % de l'équivalent plein temps d'un poste de classe G-5.

37. Le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe compte continuer à se servir de diverses contributions volontaires versées à l'organisation pour financer une partie du traitement du cosecrétaire du Protocole ainsi que d'autres membres du secrétariat de l'OMS et pour mettre en œuvre les activités prévues dans le programme de travail 2023-2025. Il compte également continuer à appuyer la réalisation des activités par pays prévues par le Protocole en recherchant, dans la mesure du possible, des synergies et une programmation conjointe avec les accords biennaux de collaboration et les stratégies de coopération avec les pays conclus entre l'OMS et les ministères de la santé, et utilisera notamment les contributions affectées à cette fin.

B. Ressources extrabudgétaires

38. Les ressources allouées au secrétariat conjoint au titre du budget ordinaire sont loin de suffire à couvrir les dépenses afférentes au programme de travail, y compris les dépenses de personnel. L'exécution du programme de travail et la réalisation des activités qu'il prévoit dépendront donc de la disponibilité de ressources extrabudgétaires (contributions volontaires). Faute de ressources disponibles ou suffisantes, il faudra établir des priorités ou bien remodeler, reporter ou annuler des activités, en consultation avec le Bureau ainsi que les Parties et pays chefs de file concernés.

39. Les coûts estimatifs présentés dans le tableau ci-dessous correspondent aux ressources extrabudgétaires qui sont nécessaires et proviendront soit de contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale/de contributions volontaires de la CEE et du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe créés au titre du Protocole, soit de contributions en nature.

Vue d'ensemble des ressources extrabudgétaires nécessaires pour 2023-2025

(En dollars É.-U.)

N°	Domaine d'activité	Pays, organe ou organisme chef de file	Équivalent plein temps*	Activités	Coûts estimatifs
	Organes chargés d'exécuter le programme de travail			Réunion des Parties	195 200
				Réunions du Groupe de travail de l'eau et de la santé (2)	127 200
				Réunions du Bureau (6)	24 000
				Voyages du secrétariat (personnel de l'OMS)	12 000
				<i>Total partiel, activités</i>	<i>358 400</i>
			0,30	Fonctionnaire P-3 de la CEE par an pendant trois ans	172 800
			0,25	Fonctionnaire P-2 de la CEE	117 000
			0,20	Fonctionnaire G-5 de la CEE	72 000
			0,10	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	71 700
			0,25	Fonctionnaire P-4 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	152 600
			0,05	Fonctionnaire P-2 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	21 300
			0,10	Fonctionnaire G-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	25 500
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	<i>632 900</i>
Total partiel, organes chargés de l'application					991 300
1	Amélioration de la gouvernance en matière d'eau et de santé par la définition d'objectifs, la mise en œuvre de mesures et l'établissement de rapports	Équipe spéciale de la définition d'objectifs et de l'établissement de rapports, codirigée par le Portugal, la Roumanie et la Suisse ; secrétariat conjoint		Deux réunions (au maximum) de l'Équipe spéciale	96 000
				Trois ateliers nationaux ou infrarégionaux (au maximum) à l'appui de la définition et de la réalisation des objectifs	53 000
				Publication sur les aspects financiers et économiques de la définition et de la réalisation des objectifs	66 000
				Promotion, fondée sur la publication intitulée <i>Protocole sur l'eau et la santé et Programme 2030 : Guide pour une mise en œuvre commune</i> , du renforcement des synergies avec les processus liés aux objectifs de développement durable concernés	10 000

<i>N°</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Pays, organe ou organisme chef de file</i>	<i>Équivalent plein temps*</i>	<i>Activités</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
				Sixième cycle d'établissement des rapports (traduction des rapports récapitulatifs, système d'établissement de rapports en ligne, consultants, etc.)	40 000
				Rapport sur l'application du Protocole à l'échelle régionale	20 000
				Voyages du secrétariat	24 000
				<i>Total partiel, activités</i>	<i>309 000</i>
0,25				Fonctionnaire P-3 de la CEE par an pendant trois ans	144 000
0,20				Fonctionnaire P-2 de la CEE	93 600
0,20				Fonctionnaire G-5 de la CEE	72 000
0,03				Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	17 900
0,05				Fonctionnaire P-4 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	30 500
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	<i>358 000</i>
Total partiel, domaine d'activité 1					667 000
2	Prévention et limitation de l'incidence des maladies liées à l'eau	Bélarus et Norvège		Rapport synthétisant les données factuelles sur la prévention et la maîtrise de la légionellose dans la région paneuropéenne	25 000
				Six activités nationales ou infrarégionales (au maximum) de renforcement des capacités de surveillance des maladies liées à l'eau et de gestion des épidémies de ces maladies ou de surveillance de la qualité de l'eau potable fondée sur les risques	120 000
				Trois activités régionales ou infrarégionales (au maximum) de renforcement des capacités en matière de prévention et de maîtrise de la légionellose	60 000
				Réunion d'experts sur la surveillance environnementale du SARS-CoV-2	30 000
				Document d'information sur la surveillance des eaux usées	30 000
				Renforcement de la réglementation et des normes nationales sur l'eau potable ou la surveillance des eaux usées	30 000
				<i>Total partiel, activités</i>	<i>295 000</i>

<i>N°</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Pays, organe ou organisme chef de file</i>	<i>Équivalent plein temps*</i>	<i>Activités</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
			0,05	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe par an pendant trois ans	35 900
			0,15	Fonctionnaire P-4 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	91 600
			0,05	Fonctionnaire G-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	12 800
<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>					<i>140 300</i>
Total partiel, domaine d'activité 2					435 300
3	Eau, assainissement et hygiène en milieu institutionnel et dans les lieux publics	Géorgie, Hongrie, Lituanie, Macédoine du Nord et République de Moldova		Un atelier régional et, en plus ou à la place, (un ou) deux ateliers infrarégionaux sur l'état de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les établissements de santé	100 000
				Deux évaluations nationales (au maximum) des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé, notamment destinées à renforcer les cadres de gestion, de suivi et de surveillance	70 000
				Deux ateliers infrarégionaux (au maximum) sur les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire	50 000
				Réunion de groupe d'experts sur les meilleures pratiques liées à l'hygiène des mains, à l'hygiène menstruelle et à l'assainissement sur site dans les écoles	50 000
				Enquête sur les mesures et les bonnes pratiques liées à l'hygiène des mains dans les lieux publics et rapport de synthèse	40 000
				Feuille de route sur l'hygiène des mains pour deux pays (au maximum)	40 000
				Voyages du secrétariat	6 000
<i>Total partiel, activités</i>					<i>356 000</i>

<i>N°</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Pays, organe ou organisme chef de file</i>	<i>Équivalent plein temps*</i>	<i>Activités</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
			0,05	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe par an pendant trois ans	35 900
			0,25	Fonctionnaire P-2 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	106 500
			0,05	Fonctionnaire G-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	12 800
<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>					<i>155 200</i>
Total partiel, domaine d'activité 3					511 200
4	Petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Allemagne et Serbie		Trois ateliers infrarégionaux ou nationaux (au maximum) de renforcement des capacités visant à améliorer les stratégies relatives aux petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement	75 000
				Outil pour la planification intégrée de la sécurité sanitaire de l'eau et de la salubrité de l'assainissement dans les petits systèmes	30 000
				Supports de formation destinés à l'exécution de plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau dans les petits systèmes	20 000
				Trois ateliers infrarégionaux ou nationaux (au maximum) sur la planification de la sécurité sanitaire de l'eau et de la salubrité de l'assainissement pour les petits systèmes	75 000
				Projets de terrain/projets pilotes sur la planification intégrée de la sécurité sanitaire de l'eau et la salubrité de l'assainissement	50 000
				Enquête sur les petits systèmes d'assainissement	25 000
				Publication sur les bonnes pratiques en matière de réglementation, de gestion et de surveillance des petits systèmes d'assainissement	50 000
				Deux ateliers infrarégionaux ou nationaux (au maximum) de renforcement des capacités consacrés à la réglementation et à la surveillance des petits systèmes d'assainissement	50 000
				Voyages du secrétariat	6 000
<i>Total partiel, activités</i>					<i>381 000</i>

N°	Domaine d'activité	Pays, organe ou organisme chef de file	Équivalent plein temps*	Activités	Coûts estimatifs
			0,05	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe par an pendant trois ans	35 900
			0,05	Fonctionnaire P-4 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	30 500
			0,05	Fonctionnaire G-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	12 800
<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>					<i>79 200</i>
Total partiel, domaine d'activité 4					460 200
5	Gestion sûre des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Bosnie-Herzégovine et Pays-Bas		Trois manifestations nationales ou infrarégionales (au maximum) consacrées aux méthodes de planification de la sécurité sanitaire de l'eau et de la salubrité de l'assainissement, notamment du point de vue de la climatorésilience et de l'audit des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau	80 000
				Deux manifestations infrarégionales (au maximum) sur l'évaluation quantitative des risques microbiens comme outil d'appui à la gestion de la sécurité sanitaire de l'eau	52 000
				Appui à deux pays (au maximum) aux fins de l'élaboration d'une stratégie d'assainissement visant à mettre en place des règlements efficaces, des mesures d'intervention technique viables et des solutions financières appropriées	40 000
				Deux manifestations nationales ou infrarégionales (au maximum) consacrées à l'utilisation et à la réutilisation des eaux (usées) pour des applications adaptées	54 000
				Atelier régional visant à faire mieux connaître les défis émergents ou en recrudescence en matière d'eaux usées	52 000
<i>Total partiel, activités</i>					<i>278 000</i>
			0,10	Fonctionnaire P-3 de la CEE par an pendant trois ans	57 600
			0,15	Fonctionnaire P-2 de la CEE	70 200
			0,10	Fonctionnaire G-5 de la CEE	36 000
			0,05	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	35 900

<i>N°</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Pays, organe ou organisme chef de file</i>	<i>Équivalent plein temps*</i>	<i>Activités</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
			0,05	Fonctionnaire P-4 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	30 500
			0,05	Fonctionnaire G-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	12 800
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	<i>243 000</i>
Total partiel, domaine d'activité 5					521 000
6	Accès équitable à l'eau et à l'assainissement : mettre en pratique les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement	France, Hongrie et Macédoine du Nord		Révision de l'Outil d'évaluation concernant l'équité en matière d'accès destinée à mettre l'accent tout particulièrement sur la COVID-19 et d'autres épidémies éventuelles	30 000
				Réalisation de quatre auto-évaluations (au maximum) de l'équité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement dans des pays à l'aide de l'Outil (révisé)	140 000
				Plans d'action ou recommandations en faveur de l'équité en matière d'accès pour deux pays (au maximum)	60 000
				Deux réunions du Groupe d'experts de l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement (au maximum)	95 800
				Activités visant à montrer que, pour être équitables, les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement doivent notamment être abordables	10 000
				Atelier infrarégional visant à montrer aux États membres de l'Union européenne comment ils peuvent tirer parti des outils sur l'équité d'accès créés au titre du Protocole pour satisfaire à leurs nouvelles obligations en matière d'accès à l'eau	71 000
				Renforcement des efforts axés sur l'équité en matière d'accès à l'assainissement	10 000

N°	Domaine d'activité	Pays, organe ou organisme chef de file	Équivalent plein temps*	Activités	Coûts estimatifs
				Sensibilisation des pouvoirs publics aux inégalités existantes à l'occasion de manifestations régionales et internationales	10 000
				<i>Total partiel, activités</i>	<i>426 800</i>
			0,20	Fonctionnaire P-3 de la CEE par an pendant trois ans	115 200
			0,15	Fonctionnaire P-2 de la CEE	70 200
			0,10	Fonctionnaire G-5 de la CEE	36 000
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	<i>221 400</i>
Total partiel, domaine d'activité 6					648 200
7	Amélioration de la résilience face aux changements climatiques	Italie et Pays-Bas		Table ronde stratégique et ateliers régionaux et infrarégionaux sur le renforcement de la climatorésilience des secteurs de l'eau et de l'assainissement	163 800
				Orientations ou recueil de bonnes pratiques sur le renforcement de la climatorésilience du secteur de l'eau et de l'assainissement et d'autres secteurs concernés	30 000
				Adoption de bonnes pratiques relatives au renforcement de la climatorésilience du secteur de l'eau et de l'assainissement	124 000
				Analyse des liens existant entre les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation et les objectifs du Protocole et formulation de recommandations	30 000
				Document ou outil sur le financement des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement climatorésilients, notamment en ce qui concerne la planification des investissements	61 000
				<i>Total partiel, activité</i>	<i>408 800</i>
			0,20	Fonctionnaire P-3 de la CEE	115 200
			0,10	Fonctionnaire P-2 de la CEE	46 800
			0,10	Fonctionnaire G-5 de la CEE	36 000

N°	Domaine d'activité	Pays, organe ou organisme chef de file	Équivalent plein temps*	Activités	Coûts estimatifs
			0,05	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	35 900
			0,05	Fonctionnaire P-4 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	30 500
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	<i>264 400</i>
Total partiel, domaine d'activité 7					673 200
8	Communication visant à mieux faire connaître le Protocole et à faciliter l'adhésion	Secrétariat conjoint, avec l'appui du Bureau et des points de contact nationaux		Communication à propos du Protocole et promotion de celui-ci au moyen de différentes activités	10 000
				Ateliers nationaux ou infrarégionaux visant à encourager l'adhésion (sur demande)	25 000
				Conseils techniques et juridiques relatifs à l'adhésion au Protocole (sur demande)	8 000
				<i>Total partiel, activités</i>	<i>43 000</i>
			0,05	Fonctionnaire P-3 de la CEE par an pendant trois ans	28 800
			0,05	Fonctionnaire P-2 de la CEE	23 400
			0,03	Fonctionnaire P-5 du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	17 900
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	<i>70 100</i>
Total partiel, domaine d'activité 8					113 100
9	Procédure d'examen du respect des dispositions	Comité d'examen du respect des dispositions		Cinq réunions (au maximum)	100 000
				Deux processus de consultation (au maximum)	60 000
				Communication visant à mieux faire connaître la procédure d'examen du respect des dispositions et les aspects juridiques du Protocole	20 000
				<i>Total partiel, activités</i>	<i>180 000</i>
			0,15	Fonctionnaire P-3 de la CEE par an pendant trois ans	86 400
			0,10	Fonctionnaire P-2 de la CEE	46 800

N°	Domaine d'activité	Pays, organe ou organisme chef de file	Équivalent plein temps*	Activités	Coûts estimatifs
			0,10	Fonctionnaire G-5 de la CEE	36 000
				<i>Total partiel, équivalents plein temps pour la période de trois ans</i>	169 200
				Total partiel, domaine d'activité 9	349 200
				Total pour tous les domaines d'activité	5 369 700
				Dépenses d'appui aux programmes (13 %, montant arrondi)	698 100
				Total général	6 067 800
				<i>Dont :</i>	
				<i>Total partiel, activités (dépenses d'appui aux programmes comprises, montant arrondi)</i>	3 430 700
				<i>Total partiel, personnel de la CEE (1,25 P-3, 1 P-2 et 0,8 G-5 par an pendant trois ans, dépenses d'appui aux programmes comprises, montant arrondi)</i>	1 667 900
				<i>Total partiel, personnel du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe (0,4 P-5, 0,6 P-4, 0,3 P-2 et 0,3 G-5 par an pendant trois ans, dépenses d'appui aux programmes comprises, montant arrondi)</i>	969 200

* Les chiffres représentent l'équivalent plein temps d'un poste d'administrateur (catégorie P) ou d'agent des services généraux (catégorie G). Ils ont tous été calculés par an pour une période de trois ans. Pour le personnel de la CEE, le coût moyen annuel d'un fonctionnaire est de 192 000 dollars É.-U. au niveau P-3, de 156 000 dollars É.-U. au niveau P-2 et de 120 000 dollars É.-U. au niveau G-5. Pour le personnel du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, le coût moyen annuel d'un fonctionnaire est de 239 000 dollars É.-U. au niveau P-5, de 203 500 dollars É.-U. au niveau P-4, de 142 000 dollars É.-U. au niveau P-2 et de 85 000 dollars É.-U. au niveau G-5.